LA BID

Banque interaméricaine de développement • Mars 1997

Crime et argent

Inspecteurs du travail

Rétrospective de 1996 ■ Pérou : le « marché de l'année »
Augmenter les recettes sans taxer ■ Espaces verts

SOMMAIRE

DOSSIER

Rétrospective et perspectives **3**
La région a enregistré une croissance économique modeste quoique solide en 1996, mais elle doit progresser davantage pour améliorer les conditions d'existence.

LA REGION

La délinquance nuit-elle au développement ? **4**
La criminalité et la délinquance sont désormais au centre des préoccupations des citoyens et des responsables politiques en Amérique latine.

LA BANQUE

Financements : rétrospective **6**
Regard sur les projets financés par la BID, la Société interaméricaine d'investissement et le Fonds multilatéral d'investissement en 1996.

Augmenter les recettes sans taxer **8**
Un prêt à la province de Buenos Aires aidera à mener des réformes budgétaires et à améliorer les services de l'Etat.

Coopérer avec les banques zonales **8**
Une nouvelle politique de la BID à l'égard des quatre banques zonales pourrait accélérer les projets d'intégration.

LA BANQUE

Production privée au Pérou **9**
Un projet innovateur de financement de la première centrale électrique au gaz naturel a été qualifié de « marché de l'année ».

L'ACTION DE LA BANQUE

Nouvelles sur le terrain **10**
Elargissement du port de Haina en République Dominicaine ; chantiers de jeunes à la Trinité-et-Tobago ; hôtels et gens d'affaires au Guatemala.

NOUVEAUX PROJETS

Récentes approbations **12**
Réformes budgétaires au Brésil et dans la province de Buenos Aires, société de gazoduc en Colombie, investissement privé en Haïti et services sociaux élémentaires en Equateur.

ECOLOGIE

Le verdissement des villes **16**
Des écologistes étudient des pistes pour faire respirer les villes populeuses de la région.

EN COUVERTURE

Inspecteurs du travail
José Lourenço achève un trottoir dans l'une des premières favelas à bénéficier d'un projet de la BID visant à généraliser les services à 300 quartiers pauvres de Rio de Janeiro. *LA BID EXTRA* de ce mois examine le programme en faveur des favelas. *(Photo par David Mangurian).*

Volume 24 **Numéro 3**
LA BID décrit le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et les activités de la Banque. Elle est publiée dix fois l'an en anglais, en espagnol, en français et en portugais.

Il est permis d'en reproduire tout article, y compris les photographies, à condition de citer *LA BID*.

Rédacteur en chef
Roger Hamilton
Rédacteurs adjoints
Samuel Silva
Paul Constance
Aide à la rédaction
Claudia Estrada
Correspondant
David Mangurian
Conception
Cecilia Jacobson
Photographes
Willie Heinz
Luis Portillo
Traduction
Luc Labelle

Pour un abonnement gratuit à *la BID*, contacter la Librairie de la BID, E-0105, Bureau des relations extérieures, BID 1300 New York Ave., N.W., Washington, D.C. 20577. Fax : (202) 623-1709 Tél. (202) 623-1753 Courrier électronique : idb-books@iadb.org

La Banque en bref
La Banque interaméricaine de développement (BID) est une institution financière internationale créée en 1959 pour favoriser le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle compte 28 pays membres sur le continent américain et 18 hors de la région.

Depuis 36 ans, la BID participe à des montages financiers, qui ont pesé plus de 206 milliards de dollars. Elle encourage une distribution plus équitable des bienfaits du développement et elle a fait œuvre de précurseur dans le financement des projets à caractère social.

Questions ? Opinions ?
Vous pouvez contacter la rédaction électroniquement (editor@iadb.org) ou par courrier à l'adresse indiquée à gauche.

On peut obtenir une version électronique de *LA BID* sous « Press Services » à la page d'accueil de la BID http://www.iadb.org. Cette version comporte des liens automatiques avec des communiqués de presse, des descriptifs de projet et divers documents.

Rétrospective et perspectives

La région a enregistré une croissance de 3,1 % l'an dernier. Ce chiffre respectable est attribuable aux réformes économiques, au soutien de la communauté internationale et à une situation économique mondiale généralement salutaire.

Les résultats de 1996 constituent une nette amélioration par rapport à la petite expansion de 1 % en 1995, année marquée par un ralentissement économique et financier au Mexique et en Argentine. L'élan nouveau est le fait de reprises plus rapides que prévu dans ces deux pays, selon le survol de 1995 préparé par le Bureau de l'économiste en chef de la BID pour le *Rapport annuel de 1996* de la Banque.

Dans l'ensemble de la région, les investissements réels ont augmenté de près de 6 % en 1996. Le Chili a connu le taux d'évolution le plus élevé dans la région, soit 13 %, tandis que l'Argentine et le Mexique ont enregistré 12 %, après des déclins de 16 et 40 % respectivement en 1995.

Peu de progrès pour l'emploi et les salaires.

Sur le plan social. Malgré ces avancées, les résultats économiques de la région n'ont pas permis de faire progresser l'emploi et les salaires selon la BID.

« Dans les années 90, la région a certes pu relever considérablement les dépenses en faveur de l'enseignement et de la santé, qui avaient été faibles pendant les années 80, affirme le rapport, mais il reste beaucoup à faire pour accroître et améliorer ces investissements pour que l'Amérique latine exprime ses potentialités de croissance et en répartisse les bienfaits entre tous. »

Ce qui préoccupe tout particulièrement, c'est que les taux de chômage ont augmenté pendant la majeure partie de cette décennie.

Afflux de capitaux privés. Les mouvements de capitaux vers la région l'an dernier sont restés constants, à hauteur d'environ 50 milliards de dollars, mais leur nature a changé sensiblement. En 1995, plus de la moitié des ressources extérieures provenaient de sources officielles et servaient surtout à dénouer les crises argentine et mexicaine. L'an dernier, ces flux sont devenus négatifs alors que le Mexique a remboursé une grande partie des concours financiers. Entre-temps, les apports de capitaux privés se sont redressés, retrouvant leur niveau d'avant la crise.

D'autres clignotants se sont remis au vert. Le taux d'inflation moyen dans la région en 1996 s'est élevé à environ 11 %, contre 13 % l'année précédente, ce qui constitue son niveau le plus bas depuis 1977.

En outre, le déficit budgétaire moyen a chuté à moins de 1,5 % du PIB en 1996 dans la région, contre un peu plus de 2 % en 1995. Il y a deux exemples dignes de mention : le Brésil a réduit son déficit à 3 % en 1996, contre 5 % en 1995 tandis que le Venezuela l'a ramené à 3 %, contre 6 % l'année précédente.

Tout en prenant acte des réalisations de la région en 1996, la BID fait quelques mises en garde :

▶ *Egalité.* « La région a désormais pour défi de transformer la reprise en une expansion soutenue marquée au coin de la solidarité. »

▶ *Chômage.* « Le chômage élevé perdure, d'où le besoin impératif de réviser la réglementation du monde du travail, souvent désuète et contre-productive. »

▶ *Rigueur budgétaire.* Il faut réformer les régimes de retraite publics et prendre des mesures pour que la décentralisation budgétaire ne nuise pas à la rigueur budgétaire. »

▶ *Services sociaux.* Il faut améliorer les dépenses en faveur de l'enseignement et de la santé.

Le rédacteur en chef

DAVID MANGURIAN — BID

Progrès en 1996

La **Colombie** a privatisé des centrales électriques qui représentent 20 % de sa puissance installée.
La **Bolivie** a signé un accord pour adhérer au Mercosur en 1997.
Le **Brésil** a jeté les bases de la privatisation de sa société sidérurgique, numéro un mondial des exportations.
Le **Chili** s'est associé au Mercosur.
Le **Costa Rica** a élargi le rôle du secteur privé dans les banques en permettant aux établissements privés de recevoir du public des dépôts à vue.
Le **Panama** a adhéré à l'OMC et a promis de libéraliser son régime commercial.
Le **Paraguay** a promulgué une loi pour renforcer le contrôle bancaire.
Le **Mexique** a amélioré les normes de comptabilité et de communication des données dans les banques.
Le **Venezuela** a mis en place un plan ambitieux pour assainir et relancer son économie.

VIOLENCE

La facture de la criminalité

Le déferlement de la délinquance pèse sur l'avenir

par Paul Constance

La délinquance, autrefois considérée comme un problème secondaire dans la plupart des sociétés d'Amérique latine et des Caraïbes, est désormais au centre des préoccupations des responsables politiques et de l'opinion dans la région.

La nature et l'ampleur de la délinquance ont l'une et l'autre subi des mutations profondes ces dernières années. Jadis la violence découlait des conflits politiques entre des gouvernements militaires et les groupes d'opposition mais aujourd'hui elle est presque invariablement le fait des trafiquants de drogue, des bandes d'adolescents et des cambrioleurs et elle concerne tous les citoyens.

Le nombre annuel des homicides pour 100 000 habitants a pratiquement doublé dans la région entre 1980 et 1991, passant de 12,8 à 21,4, selon les Nations Unies. De nombreux citadins et banlieusards qui se jugeaient à l'abri au début des années 80 s'inquiètent aujourd'hui des cambriolages, viols, rapts et agressions.

Excédés par l'inefficacité des forces de répression et par la faiblesse de la justice, qui ne punit même pas les récidivistes, certains groupes s'occupent eux-mêmes de faire respecter la loi : ils arrêtent, rouent de coups voire exécutent de présumés criminels, faisant revenir le spectre de la justice sommaire qui prévalait au XIXe siècle.

Un avenir hypothéqué. Il y a lieu de penser que la délinquance met en péril le développement économique de la région à long terme. Il est certes difficile, chacun le sait, de mesurer l'incidence économique de la délinquance mais Mauricio Rubio, professeur d'économie à l'Universidad de los Andes en Colombie, a récemment calculé que la délinquance en Colombie coûte bon an mal an environ 15 % du PNB par an. Selon ses estimations, la délinquance – qui décourage par exemple les investissements étrangers et nationaux – a freiné l'expansion économique de la Colombie à hauteur de 2 points de PIB par an.

De même, une étude publiée en 1995 par le ministère américain de la Justice, qui a calculé les dépenses d'intervention ainsi que les honoraires d'avocats, les traitements médicaux, les heures de travail perdues et les frais de justice, a conclu que la délinquance aux USA coûte 450 milliards de dollars par an. Les prisons et les dispositifs de libération conditionnelle et de mise à l'épreuve alourdissent de 50 milliards de dollars cette facture annuelle.

A la lumière de ces chiffres, les responsables politiques concluent que le crime ne concerne pas que la qualité de vie, qu'il ponctionne des ressources indispensables au développement. L'an dernier, la BID a réuni des criminologues, des économistes et des notables pour examiner cette question et ses répercussions sur le développement, lors d'un colloque intitulé « Ethique, violence, sécurité publique ». Et au début du mois, la BID a collaboré avec la Banque mondiale, entre autres, à une conférence de deux jours à Rio de Janeiro sur le problème particulier que pose la violence dans les villes de la région.

> *En plus de porter atteinte à la personne, la délinquance dévore des ressources nécessaires à l'expansion économique.*

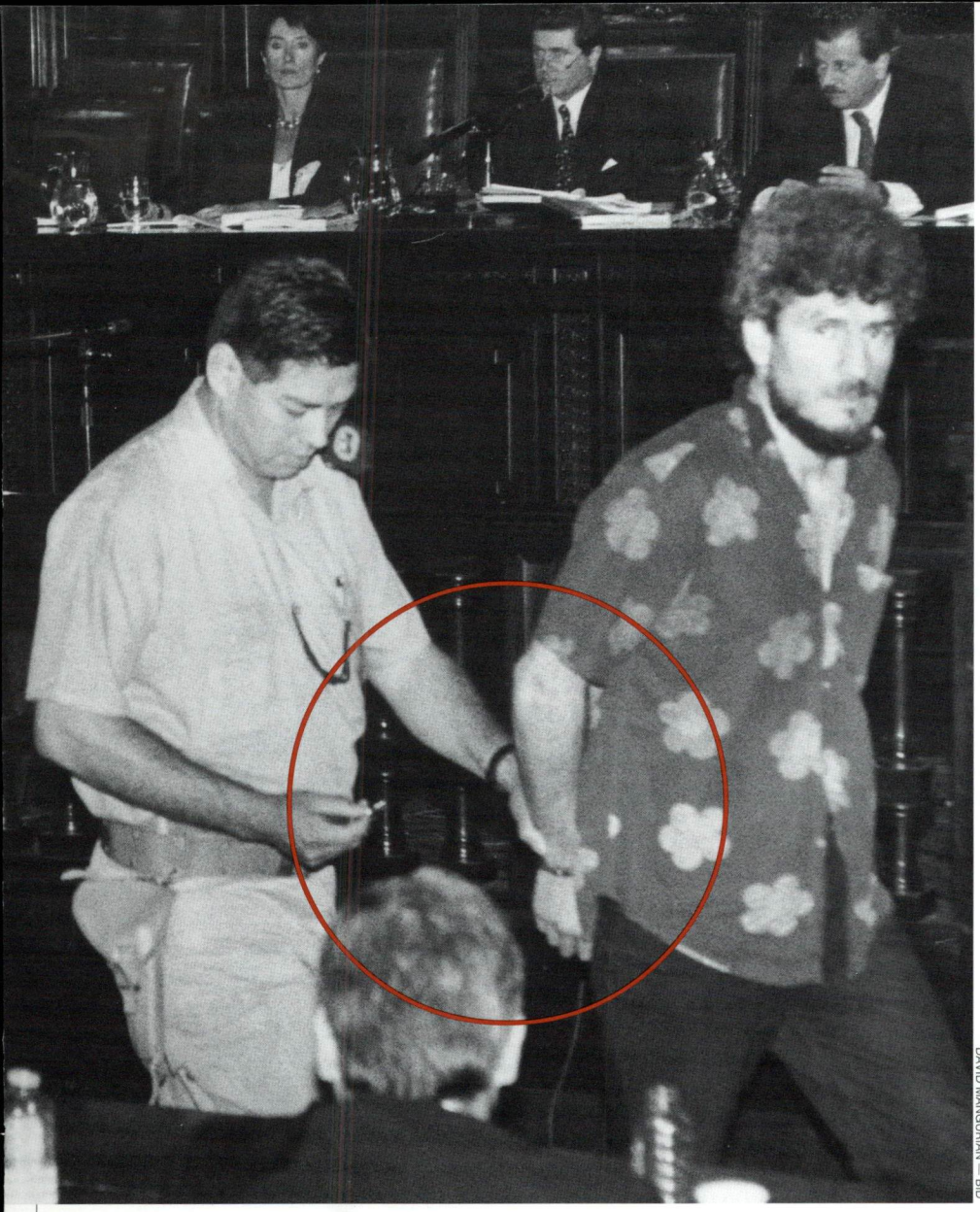
Causes complexes. La criminalité pose des difficultés énormes aux responsables politiques parce que ses causes sont complexes et imprévisibles. Les explications socio-économiques simplistes, selon lesquelles la délinquance serait liée directement à la pauvreté, se heurtent au fait que la délinquance est relativement faible dans de nombreux pays en voie de développement alors qu'elle est élevée aux USA et dans d'autres pays industrialisés.

Il n'empêche que la pauvreté et les facteurs économiques tels que le chômage sont indiscutablement liés à la criminalité. Dans une communication faite au colloque de la BID, le Colombien Rubio a comparé le salaire annuel moyen d'un employé dans le secteur structuré au butin moyen de l'auteur d'un délit. Il y a trente ans, le salaire annuel colombien était cinq fois plus élevé que le butin moyen. En 1992, le butin découlant d'un acte de délinquance était considérablement supérieur au salaire annuel moyen.

« Sachant qu'un délit commis en Colombie n'entraîne la réclusion que dans 3 % des cas et que la durée de cette peine en 1992 était de 2,5 ans en moyenne, il ne faut pas s'étonner devant le déferlement récent de la délinquance », a-t-il affirmé.

L'analyse de Rubio vient étayer une autre explication traditionnelle, à savoir que la criminalité explose lorsque les moyens de répression sont faibles, lorsque la justice n'est pas indépendante et lorsque le système pénitentiaire est inefficace. « La responsabilité première en matière de répression incombe à l'Etat, qui dispose de trois organes : la police, les tribunaux et les prisons. », a affirmé le ministre vénézuélien de la Planification Teodoro Petkoff lors du colloque. « Je ne saurais dire ce qu'il en est ailleurs mais au Venezuela ces institutions aggravent le problème au lieu de l'atténuer. »

A cette inquiétude soulevée par T. Petkoff font écho les manchettes des journaux d'Amérique latine, où des reportages sur la corruption chez les fonctionnaires de la police et de la



DAVID MANGURIAN — BID

Intervention tardive ? Le comportement délinquant s'apprendrait pendant l'enfance.

justice paraissent régulièrement ces dernières années. Certains analystes en déduisent que la lutte contre la délinquance doit d'abord prévoir une réforme en profondeur de ces organes : amélioration des formations et revalorisations salariales pour les fonctionnaires de police et de justice et les personnels pénitentiaires, renforcement des mécanismes servant à éliminer et à punir la corruption.

D'autres experts sont d'avis qu'il faut privilégier la prévention plutôt que la répression. Luis Ratinoff, expert-conseil à la BID, qui a organisé le colloque de l'an dernier, est d'avis que le lien entre le milieu social et la maîtrise de soi est le « premier vecteur » dans la formation du comportement criminel. Il s'inspire d'un nombre grandissant d'études qui indiquent que la délinquance peut remonter à l'enfance et à l'adolescence et résulter en grande partie d'une carence du milieu familial ou scolaire.

Lors d'un récent colloque de la BID à Washington, Ron Slaby, spécialiste au Centre de prévention et de lutte contre les violences au Centre de développement de l'éducation à Newton dans le Massachusetts, a souligné que seulement 6 % des dépenses consacrées par les Etats-Unis à la lutte contre la délinquance étaient destinées à la prévention, le reste étant affecté à la répression et au redressement des prisonniers. « Traditionnellement, on attend que les faits se produisent, puis on met les auteurs en prison et on cherche à les réhabiliter, affirme-t-il. Nous avons lieu de penser que pour un dollar consacré à la prévention on peut faire une économie de six dollars au titre de la répression. »

R. Slaby, psychologue de son état, est d'avis que les comportements violents remontent aux bacs à sable et au milieu familial où les enfants apprennent à résoudre les conflits et adoptent un cadre de pensée qui favorise ou défavorise le recours à la violence. Les éducateurs, les notables et les responsables estiment de plus en plus qu'il faut chercher à influencer ces cadres de pensée pendant que les enfants sont sur les bancs d'école. Il y a plusieurs moyens : réviser les programmes d'études, améliorer les émissions de télévision, mener des campagnes de publicité avec l'aide de personnalités et de célébrités.

Monter la garde. Entre-temps, de nombreuses collectivités en Amérique latine trouvent des moyens pragmatiques de lutter contre la délinquance locale. L'exemple le plus concluant est celui des volontaires qui assurent des missions de surveillance et font rapport aux forces de l'ordre. Lors du colloque, Elizabeth Sussekind, coordinatrice du « Movimento Viva Rio » qui bénéficie du concours de la BID, a révélé qu'un projet de police de proximité avait permis de réduire de 14 % par an les cambriolages dans le quartier de Copacabana à Rio de Janeiro.

L'organisation d'E. Sussekind coordonne ces efforts avec les églises, les écoles de samba et d'autres groupes dans les favelas qui souhaitent « se moraliser ». « Plus il y a de gens qui s'impliquent, affirme-t-elle, plus les trafiquants de drogue [grands responsables de la violence dans les favelas] ont du mal à mener leurs activités. »

Comme la prévention des faits de criminalité et de délinquance présente un intérêt économique pour les pays de la région, la BID et d'autres organisations sont susceptibles d'apporter un éventuel concours à chacune de ces démarches. En effet, les gouvernements, au-delà des politiques financières et commerciales qui les ont préoccupés et occupés au cours de la dernière décennie, se rendent compte que le renforcement de la sûreté publique pourrait fort bien constituer la prochaine grande « réforme structurelle ».

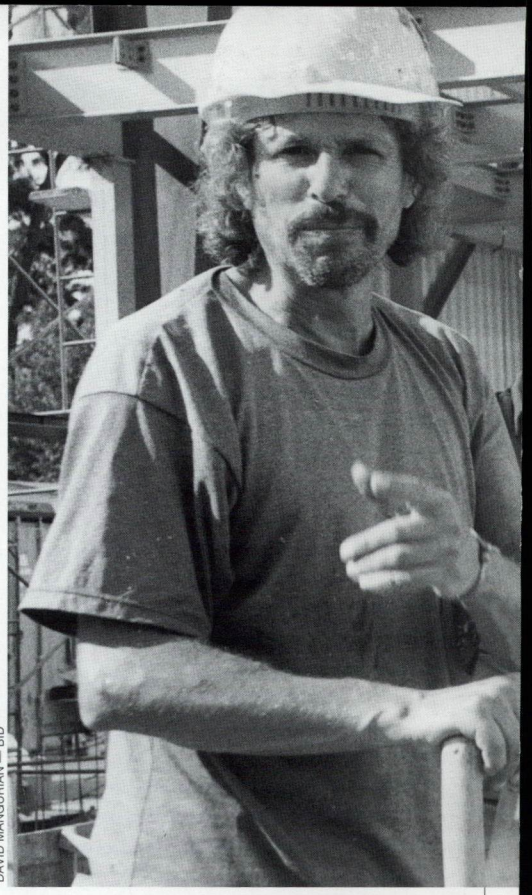
RAPPORT ANNUEL

Faire reculer la pauvreté, soutenir les entreprises

Le groupe de la BID impulse les réformes

L'an dernier, la Banque interaméricaine de développement et les deux autres membres du groupe de la BID, la Société interaméricaine d'investissement (SII) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF), ont approuvé diverses opérations visant à impulser les réformes dans la région. Bon nombre d'entre elles ont été décrites dans nos pages.

Les activités du Groupe en 1996 sont recensées dans les rapports annuels de la BID et de la SII, qui seront communiqués aux conseils d'administration de ces institutions lors de leur assemblée annuelle à Barcelone (Espagne), du 17 au 19 mars 1997. En voici le résumé.



DAVID MANGURIAN — BID

Financer les innovations

En 1996, la BID a approfondi ses concours à la nouvelle Amérique latine en approuvant 91 prêts pour des projets concernant la réforme de l'Etat, la lutte contre la pauvreté et l'aide aux entreprises privées.

Forte de ses approbations de prêts de 6,77 milliards de dollars, la Banque est le bailleur de fonds multilatéral le plus important de la région.

Les trois quarts des prêts visaient à faire reculer la pauvreté, à réformer les mesures sociales et à moderniser l'Etat. Sur ce montant, 40 % étaient destinés aux fonds d'investissement social, à l'assainissement, à l'aménagement urbain, à la santé, à l'enseignement et à l'environnement.

Les projets d'équipement ont mobilisé 16 % du portefeuille de prêts. L'agriculture et le crédit multisectoriel ont drainé les 8 % restants.

Voici quelques repères pour l'année 1996 :

▶ *Social :* 237 millions de dollars pour les fonds d'investissement social au Pérou, au Guatemala et en Equateur.

▶ *Logements sociaux :* 330 millions de dollars pour l'Argentine, le Brésil, le Panama et le Venezuela.

▶ *Modernisation de l'Etat :* 2,4 milliards de dollars pour l'Argentine, le Brésil et la Colombie, entre autres.

▶ *Environnement et ressources naturelles :* 746,2 millions de dollars de prêts notamment pour l'eau et l'assainissement, et 27,2 millions de dollars pour les coopérations techniques.

▶ *Prêts directs au secteur privé :* 455,5 millions de dollars pour six projets en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Pérou.

Pour la troisième année consécutive, la Banque a évalué son portefeuille de prêts en cours : plus des deux tiers des 387 projets de la Banque se déroulaient bien, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'année précédente. Dans 23 % des cas, la mise en œuvre des projets se heurtait à des difficultés plus ou moins grandes, qui ne compromettaient pas toutefois leur achèvement. Environ 10 % des projets, soit 40, éprouvaient de graves difficultés et nécessitaient un contrôle intensif et des mesures de suivi pour améliorer leurs chances de succès.

Les chiffres de 1996	
Total des prêts	$6,77 milliards
Concours financiers	$2,4 milliards
Total des décaissements	$4,3 milliards
Coopérations techniques	$113 millions
Fonds des opérations spéciales	$374 millions
Emissions d'obligations	$4,25 milliards

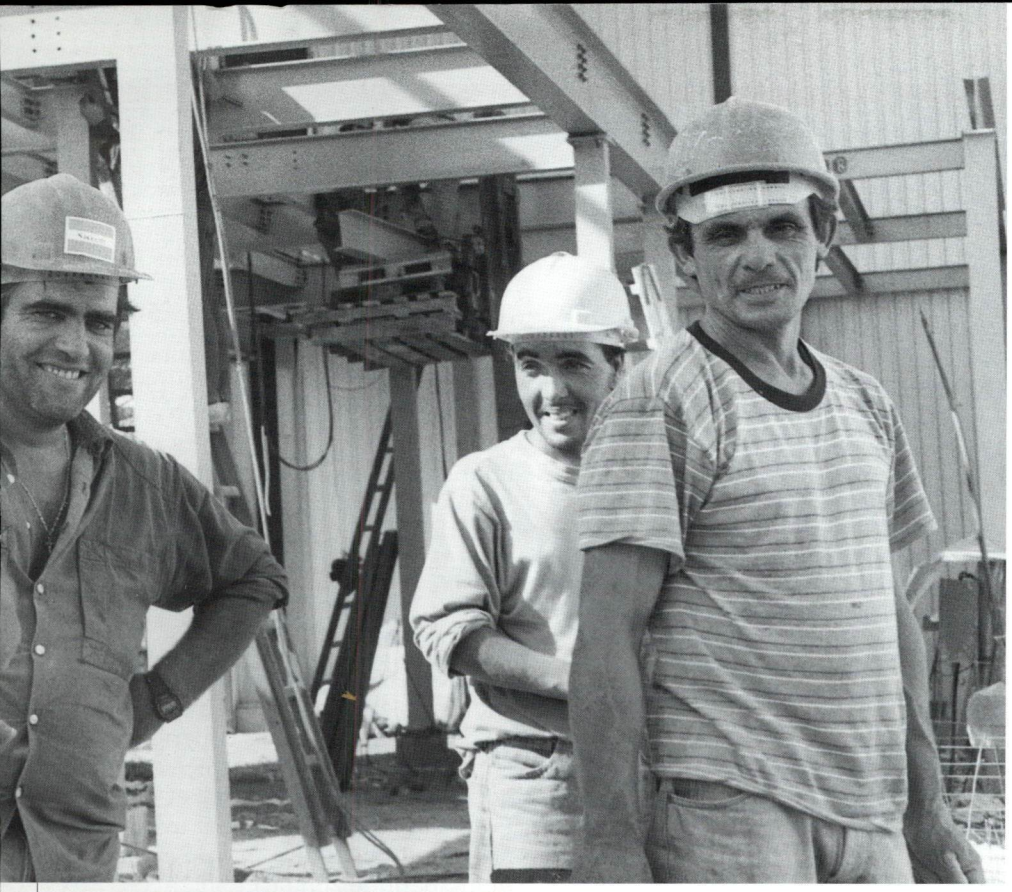
MIF Partenariats avec le secteur privé

Le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) a achevé en 1996 sa troisième année d'activité avec l'approbation de 43 projets totalisant 76,2 millions de dollars.

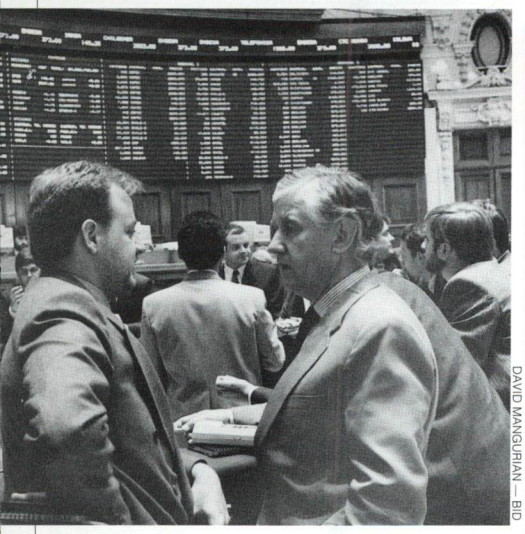
Le Mécanisme de coopération technique du Fonds a soutenu des projets visant à renforcer le secteur financier, les réseaux d'eau et d'assainissement, de télécommunications et de transports et à moderniser le commerce. Des financements supplémentaires ont été destinés à la création de nouveaux dispositifs de règlement des différends commerciaux.

Le Mécanisme de financement en faveur des ressources humaines a favorisé la formation en entreprise, le renforcement institutionnel de l'enseignement professionnel et technique, les formations qualifiantes pour les revenus modestes et la reconversion des travailleurs. Au Mexique, il prévoit l'homologation des qualifications pour accroître la compétitivité des entreprises et des travailleurs à l'échelle internationale.

Le Mécanisme de développement des petites entreprises a notamment financé quatre projets d'expansion des services non financiers. Le MIF a fourni des capitaux propres pour



Agrandissement d'une usine de papier en Uruguay.



DAVID MANGURIAN — BID

La bourse de Santiago au Chili.

créer des instruments financiers à l'intention des petites entreprises et des artisans, entre autres deux fonds d'investissement destinés à impulser les éco-industries.

Le MIF, qui a commencé ses activités en 1993, encourage l'expansion économique et sociale en soutenant les réformes juridiques et réglementaires, le renforcement institutionnel et les formations, entre autres. En plus d'accorder des dons, le Fonds d'investissement en faveur des petites entreprises du MIF consent des prêts ou prend des participations dans les petites entreprises ou les fonds qui investissent dans ces entreprises.

Multiplier par six

L'an dernier, la Société interaméricaine d'investissement a approuvé des prises de participation et des prêts totalisant 72,4 millions de dollars pour aider à financer 20 projets dans douze pays de la région.

La Société a également conclu des accords avec quinze banques internationales en vue de concours financiers de 95 millions de dollars en faveur des PME-PMI.

Elle a prodigué ses conseils pour dix projets concernant des apports de capitaux propres et le développement de marchés monétaires menés par le Fonds multilatéral d'investissement.

En sept ans, la Société a mobilisé des financements en faveur de plus de 1 000 sociétés pour des projets dont les investissements totalisent plus de 2,5 milliards de dollars. Elle a pu mobiliser auprès d'autres bailleurs de fonds des financements six fois supérieurs aux siens.

En 1996, la Société a soutenu des projets dans divers secteurs, notamment l'agro-alimentaire, les pêches, la transformation, le secteur énergétique, l'eau potable, les transports, le gaz et le pétrole, les capitaux-risques et les services financiers.

Voici quelques-unes de ces opérations :

▶ Prêt de 5 millions de dollars, assorti d'un concours financier de 15 millions organisé par la Société, pour un projet visant à l'expansion et à la modernisation des installations de production de la PASA, une société pétrochimique argentine qui produit entre autres des engrais azotés.

▶ Prise de participation de 4 millions de dollars dans le capital du Fonds Bozano Advent, qui fournit des capitaux d'investissement aux PME-PMI au Brésil. Le fonds visera une quinzaine de sociétés dont les valeurs sont susceptibles d'être inscrites à la Bourse des valeurs de Rio de Janeiro ou de São Paulo.

▶ Prêt de 5 millions de dollars à la Termoeléctrica de la Dorada, pour la construction d'une centrale électrique au gaz au centre de la Colombie. Il s'agit du premier projet de production privée d'électricité dans ce pays.

▶ Prise de participation de 2 millions de dollars dans le capital de la Bon Appetit. S.A. du Salvador, pour l'aider à élargir sa production de boissons non gazeuses, face à la vive concurrence des grandes multinationales.

▶ Prise de participation de 3 millions de dollars en vue de la création du Fonds privé de ressources propres, société qui fournit des capitaux aux PME-PMI du nord-ouest du Mexique qui sont tournées vers l'exportation.

▶ Investissement de 5 millions de dollars pour la création du Fonds interaméricain d'équipement, le premier des seize fonds de la Société qui fourniront des capitaux-risques aux petites et moyennes institutions financières en Amérique latine.

▶ 1,5 million de dollars pour la construction et l'exploitation de la Waterfields Company, une usine de dessalement aux Bahamas qui comblera le quart des besoins en eau de l'île de New Providence.

Pour obtenir ces rapports, contacter la Librairie de la BID par téléphone, (202) 623-1753, fax x1709 ou courrier électronique idb-books@iadb.org.

ARGENTINE

Augmenter les recettes sans majorer les impôts

Etendre les réformes fédérales à la province

Dans le cadre de son premier prêt consenti directement à une province argentine, la BID a annoncé son concours financier, dans la limite de 350 millions de dollars, en faveur des réformes budgétaires, de l'amélioration de la fonction publique et des créations d'emplois dans la province de Buenos Aires.

Les responsables de la BID affirment que ce prêt montre que l'Argentine s'attache à étendre aux provinces les réformes en cours à l'échelon fédéral. Les crédits, auxquels s'ajoute une contrepartie locale de 350 millions de dollars, serviront à financer des actions qui reproduisent les efforts fédéraux.

A l'instar de nombreuses provinces, Buenos Aires s'efforce aussi d'alléger ses déficits, de freiner ses dépenses et d'améliorer les services de l'Etat, sur fond de chômage élevé et d'expansion économique modeste.

La province se servira du prêt pour améliorer le recouvrement de l'impôt et la gestion budgétaire en modernisant trois institutions provinciales : le ministère des Recettes publiques, la Direction provinciale des impôts et le cadastre provincial. Elle cherchera aussi, à une échelle plus vaste, à contenir ou à réduire la masse salariale et les dépenses d'équipement. Résultat, elle augmentera ses recettes sans majorer les impôts.

Elle évitera aussi les nouveaux emprunts pour le gros entretien en proposant des concessions ou en privatisant dans les secteurs de l'électricité, de l'eau, de l'assainissement et des chantiers navals. Les crédits de la BID financeront le coût des privatisations, notamment de la Empresa Social de Energía de Buenos Aires, la plus grande société d'électricité encore entre les mains de l'Etat, et Obras Sanitarias de Buenos Aires.

Enfin, les fonds impulseront les créations d'emplois dans les PME-PMI grâce à des programmes d'assistance technique et à de petits projets d'équipement. Ils favoriseront aussi les services sociaux en faveur de l'enfance, administrés par le Conseil de développement familial et humain et destinés aux démunis.

Pour un complément d'information, consulter à la page d'accueil de la BID le document ww2/doc/uar0164.htm.

INTEGRATION

La BID et les banques zonales

Accroître les coopérations

La BID a réorienté sa coopération avec quatre institutions zonales vouées au développement, pour mobiliser leur savoir-faire et accélérer l'intégration économique régionale.

Les quatre banques zonales sont la Banque centraméricaine pour l'intégration économique, la Banque caribéenne de développement, la Société andine de développement et le Fonds financier pour le développement du bassin du río Plate.

Cette nouvelle orientation, adoptée en novembre dernier, traduit la nouvelle logique d'intégration économique. Il s'agit de cerner, de superviser et d'évaluer en commun les projets et de publier des études, d'échanger de temps à autre des personnels aux fins de stages et d'organiser des réunions périodiques entre la BID et chacune des banques zonales pour faire évoluer les idées et mettre en commun des savoir-faire, de tenir une réunion annuelle à laquelle assisteront les cinq institutions.

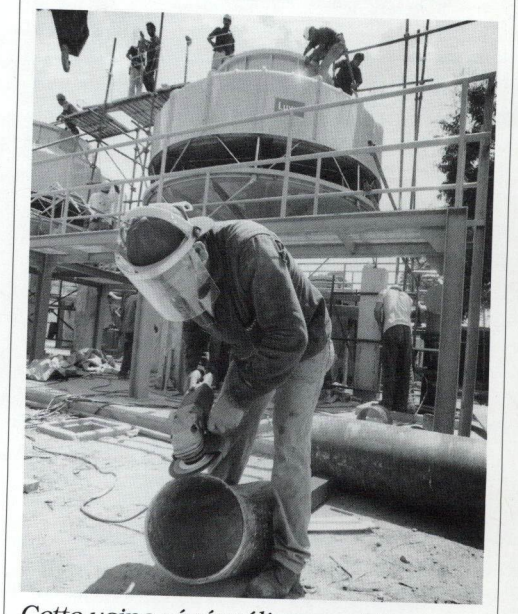
Ainsi des opérations financées en commun pourraient se multiplier concernant les frontières internationales et les équipements, les marchés financiers et le développement de ressources humaines spécialisées. Ce sont des domaines qui sont devenus prioritaires pour les banques zonales au cours des dernières années.

Dans le cadre de la nouvelle politique, la BID et les banques zonales rechercheront des coopérations qui cadrent bien avec leurs stratégies régionales, lorsque leurs expériences et leurs savoir-faire se complètent au lieu de faire double emploi et lorsque le concours de la BID peut avoir un « effet multiplicateur » sur le capital d'une banque zonale et son accès aux marchés financiers.

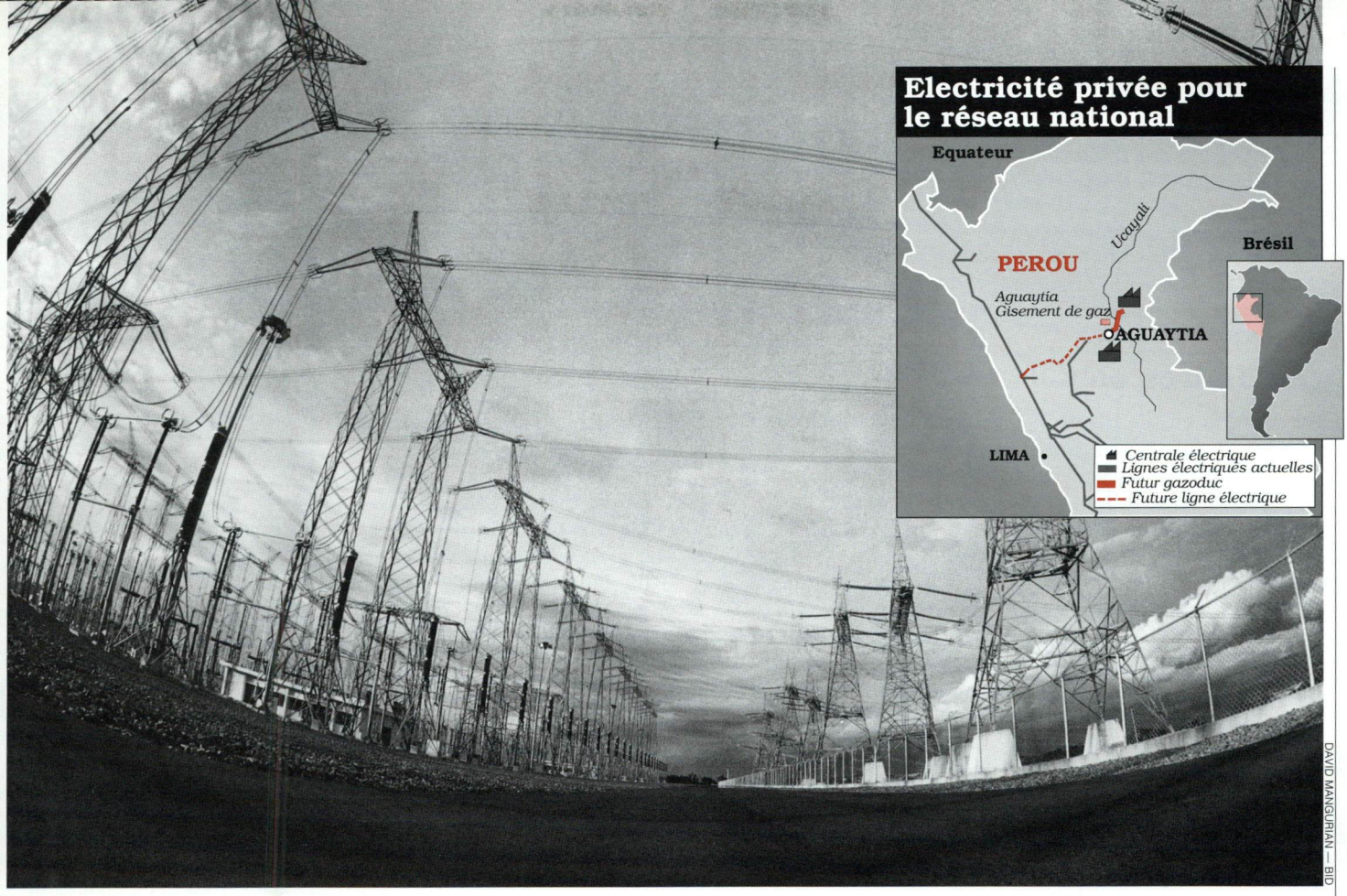
Les prêts de nature globale, les prêts sectoriels, les opérations plurinationales, les opérations par tranches, les concours financiers et les contrats de garantie se prêtent tous à de tels projets.

Luis René Cáceres

Les politiques opérationnelles de la Banque se trouvent dans leur intégralité à la page d'accueil de la BID sur Internet : http://www.iadb.org/.



Cette usine vénézuélienne a été construite grâce à un prêt de la BID à la Société andine de développement.



DAVID MANGURIAN — BID

ENERGIE

Projet énergétique : « le marché de l'année »

Première centrale électrique autonome au Pérou

Un nouveau projet énergétique privé au Pérou a créé tellement de précédents que deux revues qui comptent dans la profession, *Project and Trade Finance* et *Project Finance International* l'ont consacré « marché de l'année » pour 1996.

Le projet Aguaytía, soutenu par la BID, sera le premier projet énergétique autonome au Pérou et il étrennera une centrale au gaz intégrant gaz naturel et électricité.

Il faut savoir aussi qu'Aguaytía est la première centrale à vocation commerciale en Amérique latine à bénéficier de financements longs alors qu'elle n'existait que sur plan. Son carnet de commandes à long terme étant vide, Aguaytía écoulera sa production d'électricité sur le nouveau marché libre péruvien.

Le projet de 258,2 millions de dollars, soutenu par un prêt de 60 millions de dollars de la BID, montrera que les centrales électriques au gaz autonomes peuvent combler de façon efficace et fiable les besoins croissants. Aguaytía sera aussi la vitrine de l'intégration des produits dérivés du gaz naturel et de l'électricité.

Production intégrée. Les investissements financeront diverses étapes de la production et de la distribution énergétique, notamment la production et la distribution de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié et d'électricité, ainsi que l'aménagement d'installations de transformation et de lignes à haute tension.

Cinq puits seront forés dans le gisement gazier d'Aguaytía à environ 100 km de Pucallpa dans la vallée de l'Ucayali, et des gazoducs seront construits pour une nouvelle centrale ayant une puissance de 155 MW et une usine de distillation fractionnée pour le gaz naturel liquéfié.

L'électricité sera transmise depuis Pucallpa jusqu'à Paramonga au centre du Pérou sur 400 km de lignes à 220 kV, où il y aura interconnexion avec le réseau national.

Le bénéficiaire du prêt, Aguaytía Energía del Perú S.R. Ltda., réalisera le projet. La Trust Company of the West et le Banco Wiese du Pérou apportent également leur concours financier. La Maple Gas Corp., Pan Energy Corp., El Paso Energy Development Corp., le Scudder Latin American Power Fund, l'Illinova Generating Co. et la Power Markets Development Corp. ont pris des participations dans son capital.

Le projet a été mis en route après la réforme de la loi péruvienne sur les concessions d'électricité, soutenue par la BID, qui a ouvert la voie aux participations privées.

Daniel Drosdoff

Pour un complément d'information, consulter la page d'accueil de la BID sur Internet : ww2/doc/bpe0094.htm.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Améliorations portuaires clés

Les cargos empruntent désormais un canal plus profond et plus large, protégé par de nouvelles digues, pour entrer dans le port de Haina en République Dominicaine.

Les digues, aménagées à l'aide de 7 300 blocs de béton de 20 à 60 tonnes chacun sur 700 mètres, protègent le port contre les cyclones. Le canal et le port ont été dragués à nouveau et élargis de 60 à 100 m. De meilleures aides à la navigation ont été installées : les navires pourront désormais entrer au port 24 heures sur 24.

« Les améliorations portuaires nous aideront à être plus compétitifs en réduisant les frais de transport maritime et donc le prix de nos exportations », explique Jaime Durán, ministre des Travaux publics.

Un consortium comprenant la société espagnole Agroman de Madrid et la société dominicaine Samuel Conde a achevé les travaux en février. La firme néerlandaise Van Oord-ACZ a réalisé les études hydrauliques et techniques.

Financés par un prêt de 18 millions de dollars approuvé par la BID en 1986, les travaux avaient été retardés car les soumissionnaires avaient remis en cause les procédures d'adjudication. Lorsque le coût des projets dépasse 1,5 million de dollars, la BID exige un appel d'offres international et impose des règles sévères pour assurer l'égalité des chances. L'absence de contrepartie financière du gouvernement avait également retardé l'achèvement des travaux.

Augusto Ruiz-Eldredge, le spécialiste de la BID qui a dirigé le projet dominicain, affirme : « Ce projet est très riche en enseignements. »

Le port, aménagé dans les années 50, a été agrandi et modernisé à l'aide d'un prêt de 35 millions de dollars consenti par la BID en 1975. Le tonnage de marchandises embarquées et débarquées a augmenté, passant de 2,2 millions en 1984 à 7,5 millions en 1996.

Port de Haina : approfondi et élargi, par souci de compétitivité.

TRINITE-ET-TOBAGO

Chantiers de jeunes

Sur un socle recouvert d'une végétation luxuriante, près du village de pêche de Las Cuevas dans le nord de la Trinité-et-Tobago, les ruines d'une fortification coloniale du XIXe siècle émergent peu à peu du sous-bois.

Environ cinquante Trinidadiens de 19 à 25 ans sont à pied d'œuvre : ils restaurent le Fort Abercromby, taillant les arbustes qui ont envahi les ruines, frayant des sentiers pour les visiteurs et reconstruisant les murs qui s'effondrent.

Il s'agit des Chantiers de jeunes, qui ont une mission de sauvegarde du patrimoine. Cette initiative est parrainée par la BID par le biais du Fonds de développement local. Cette aide permet à quelque 2 400 jeunes d'apprendre des techniques de conservation et de restauration pour les nombreux espaces verts et endroits de villégiature de la Trinité-et-Tobago.

Après une formation de 1 mois, les jeunes reçoivent une affectation de trois mois. Ils perçoivent une petite allocation et une indemnité de déplacement et de subsistance. Les projets peuvent concerner le nettoyage des plages comme de grandes restaurations.

« Le chômage sévit chez la jeunesse ici », affirme David Rogers, spécialiste de la BID à la Trinité-et-Tobago. « Les chantiers permettent aux jeunes d'acquérir des compétences en vue d'un emploi dans les parcs et de toucher un petit salaire pendant l'été. »

WILLIE HEINZ — BID

Errol Phillips, coordonnateur du projet, affirme qu'une fois les travaux achevés, Las Cuevas, avec seulement 500 habitants, et la côte nord pourront attirer des touristes.

C'est l'un des projets menés par le Fonds de développement local de 40 millions de dollars, pour lequel la BID a approuvé un concours de 28 millions de dollars en juin 1995. D'autres projets visent à améliorer l'organisation des services sociaux destinés aux pauvres, à aménager des équipements de base et à renforcer les ONG locales.

Le chantier de jeunes de Fort Abercromby.

GUATEMALA

Les hôtels s'affairent

Des hôtels conçus spécialement pour répondre aux besoins des gens d'affaires naissent en Amérique centrale. Deux d'entre eux ont d'ailleurs été financés grâce au groupe de la BID.

Ces hôtels proposent aux gens d'affaires des salles dotées d'ordinateurs avec modem ainsi que des services de télécopie, de photocopie, de secrétariat et de traduction. Entre deux réunions ou négociations ardues, les clients peuvent se détendre dans le gymnase de l'hôtel.

Le Clarion Suites, l'un des premiers, a ouvert ses portes en 1995 à Guatemala. La construction de cet hôtel de 14,4 millions de dollars à quinze étages, qui compte 166 suites de deux chambres, a été financée en partie grâce à un prêt de 4,2 millions de dollars de la Société interaméricaine d'investissement (SII) qui, au sein du groupe de la BID, consent des crédits aux entreprises.

« Les investissements dans l'hôtellerie comportent des risques, affirme Jorge Roldán, économiste en chef de la SII. L'aménagement de restaurants et de piscines entraîne souvent des dépassements de devis. »

Les promoteurs nous avaient dit : « Ecoutez, nous comptons ériger un hôtel quatre-étoiles destiné aux gens d'affaires. Dans un souci de rentabilité, il n'y aura qu'un restaurant et qu'une piscine. » Nous avons jugé que cet investissement serait moins risqué et favoriserait l'économie locale. Et les devis n'ont pas été dépassés. »

Le prêt de la SII a permis de mobiliser 6,2 millions de dollars : 4,2 millions de la Banque centraméricaine pour l'intégration et 2 millions grâce à une émission publique à la nouvelle bourse du Guatemala.

« La SII a été l'artisan de ce montage financier », affirme Javier Tessari, vice-président de l'hôtel.

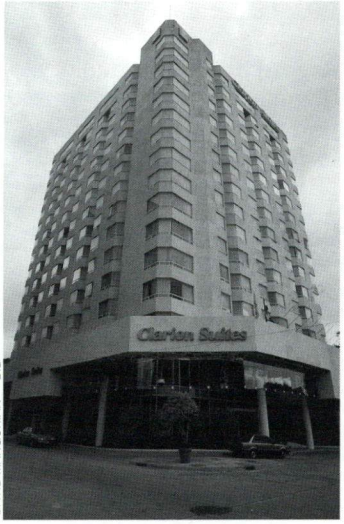
A San Salvador, des crédits octroyés dans le cadre d'un programme global de crédit de la BID ont aidé à financer la construction d'un hôtel de quinze étages doté d'un petit palais des congrès, qui ouvrira cette année.

« Il est parfois difficile de répondre aux exigences des clients, raconte Karla Giovanna Girón, concierge du Clarion Suites à Guatemala, par exemple faire livrer des fleurs dans l'heure ou retenir une table dans les meilleurs restaurants en un quart d'heure. »

Elle se rappelle notamment une commande passée à 19 h 30 pour obtenir 10 000 copies d'un prospectus de quatre pages, en couleur, pour le lendemain matin. « Les prospectus furent livrés à 7 h 30, déclare-t-elle. Quel défi ! »

Les clients apprécient cette sollicitude. « J'adore le Clarion », affirme Edgardo Reyes, directeur des opérations en Amérique centrale pour la chaîne de restaurants T.G.I. Friday, qui s'implante à Guatemala.

A juste titre. Il y a plusieurs mois déjà, le centre d'affaires de l'hôtel reçut un fax important pour E. Reyes. Au lieu de le déposer dans sa case, le personnel réussit à le lui remettre en main propre quelques minutes avant la fermeture de sa banque, lui permettant ainsi d'économiser



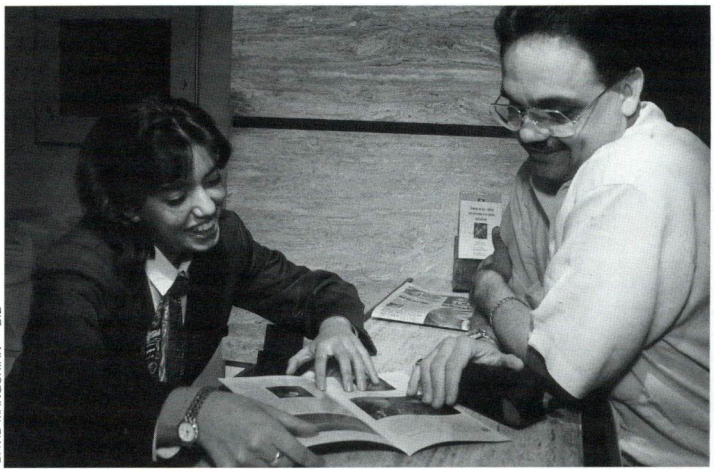
DAVID MANGURIAN — BID

L'hôtel Clarion Suites.

15 000 dollars de pénalité en raison du retard d'une cargaison d'équipements de restaurant en provenance des Etats-Unis.

« Le personnel s'y connaît », jubile E. Reyes.

Selon Diana Rojas, attachée de direction à l'hôtel Marriott de San José (Costa Rica), l'hôtellerie est en essor : « Aujourd'hui, les investisseurs étrangers en Amérique centrale sont plus nombreux et nous accueillons donc davantage d'hommes d'affaires. »



DAVID MANGURIAN — BID

Le personnel du Clarion est très attentionné.

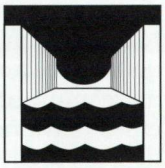
PRETS

Argentine... 350 millions de dollars pour la réforme de l'Etat dans la province de Buenos Aires.

Cette initiative vise à équilibrer le budget de la province et à améliorer les services de l'Etat en renforçant le recouvrement de l'impôt et en modernisant le ministère des Recettes publiques, la Direction provinciale des impôts et le cadastre provincial.

Le programme cherche aussi à maîtriser les dépenses de l'Etat et à favoriser les privatisations dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement et de chantiers navals.

Argentine... 85 millions de dollars pour la firme Aguas Provinciales de Santa Fe S.A., société d'eau et d'assainissement.



C'est le premier financement d'un projet d'adduction d'eau et d'assainissement par la Direction du secteur privé et le premier prêt de la BID en faveur d'un service public argentin hors de l'agglomération de Buenos Aires.

Les crédits s'analysent en un prêt de 30 millions de dollars supporté par le capital ordinaire de la Banque et un prêt de 55 millions accordé par des banques d'affaires dans le cadre d'accords de participation avec la BID. Ils financeront la remise en état et l'expansion des installations d'épuration et du réseau d'assainissement et l'amélioration de la qualité du service.

Les fonds soutiendront la restructuration et la privatisation du secteur de l'eau et de l'assainissement dans la province de Santa Fe. Il est prévu que le projet servira de modèle pour d'autres provinces et municipalités désireuses de s'ouvrir les marchés financiers internationaux pour des initiatives semblables.

Brésil... 500 millions de dollars pour contribuer à la modernisation de l'administration budgétaire dans les 26 Etats et le district fédéral.

Les prêts aideront à financer un programme de 1 milliard de dollars auxquels s'ajouteront d'autres prêts de la BID en 1997. Le programme renforcera l'administration des impôts et la gestion dans les administrations publiques des

INFORMATIONS SUR LES PROJETS DE LA BID

La page d'accueil de la BID (http://www.iadb.org) donne des détails sur ces projets en permettant notamment la consultation de communiqués, de descriptifs de projet et de leurs livres blancs. Voir les sections Services de presse, Publications et Documents de projet.

Le mensuel *IDB Projects* dresse la liste des projets à venir et des débouchés pour les fournisseurs et les prestataires de services. On peut le consulter aussi à la page d'accueil, à la rubrique Débouchés. Pour obtenir un exemplaire imprimé de *IDB Projects* à titre d'échantillon, appeler le (202) 623-1397, ou télécopier au 623-1403.

WILLIE HEINZ — BID

A table !

Une volontaire dans le cadre du programme Vaso de Leche prépare un ragoût dans un quartier modeste de Lima appelé Villa El Salvador. Grâce à un prêt accordé par la BID en 1993, les responsables et des citoyens ont fait construire un local abritant une salle à manger, un garde-manger, une cuisine et une salle de bains. Ce « restaurant du cœur » remplace quatre petites soupes populaires situées dans les maisons de particuliers.

Etats tout en modernisant le ministère fédéral des Finances. Il vise à améliorer les contrôles budgétaires et la coordination entre les deux pouvoirs.

Ce sont les crédits les plus importants consentis par la Banque dans le domaine budgétaire.

Colombie... 51 millions de dollars pour un gazoduc entre Sebastopol et Medellín.

Il s'agit du premier projet en Colombie prévoyant qu'une société privée construira, possédera et exploitera un gazoduc et en supportera les principaux risques.

Le gazoduc, long de 149 km avec un diamètre de 30 cm, pourra véhiculer 67 millions de pieds cubes de gaz par jour depuis le système de canalisation Barrancabermeja-Neiva jusqu'aux 70 000 abonnés de Medellín. Il est en mesure d'en desservir 400 000 autres.

La Transmetano E.S.P., S.A, société colombienne de gazoducs, bénéficiera d'un prêt de 19 millions de dollars supporté par le capital ordinaire de la Banque et d'un prêt consortial de 32 millions de dollars accordé par des banques d'affaires dans le cadre d'accords de participation avec la BID.

Equateur... 45 millions de dollars pour améliorer les conditions d'existence des plus défavorisés.

Le programme facilitera la généralisation des services sociaux élémentaires, notamment les soins de santé, l'enseignement, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, en investissant dans les projets demandés par les groupes locaux.

Les crédits transiteront par le Fonds d'investissement social d'urgence de l'Equateur qui financera au total 2 750 petits projets d'équipement très prioritaires. Le prêt servira aussi à renforcer la gestion et le fonctionnement du Fonds. Le coût total du programme s'élève à 100 millions de dollars.

Haïti... 52 millions de dollars supportés par le Fonds des opérations spéciales pour favoriser les investissements privés et la croissance.

Les fonds soutiendront les réserves de change tandis que le pays prend des mesures pour réformer le cadre juridique et réglementaire. Le programme prévoit aussi la réforme des garanties visant les transactions et l'assainissement des banques de l'Etat et il favorisera les participations privées dans l'exploitation et le contrôle du secteur de l'électricité.

Le programme, qui sera réalisé par le ministère des Finances, vise à mettre en place les institutions de base et le cadre juridique indispensables à l'équilibre et au bon fonctionnement d'une économie ouverte.

Mexique... 250 millions de dollars pour les formations destinées aux chômeurs.

Le programme est destiné à soutenir les formations et les reconversions des chômeurs et à inciter les entreprises à prévoir des formations sur le tas. Il vise à accroître la productivité et la compétitivité, notamment au sein des PME-PMI et des entreprises artisanales, à créer des débouchés pour les femmes.

Le coût total du programme, mis en œuvre sur cinq ans par le ministère du Travail et du Bien-être social, pourra atteindre 850 millions de dollars.

Dans l'immédiat, les PME-PMI seront encouragées à prévoir des formations sur le tas et bénéficieront d'un concours technique pour améliorer l'organisation et la ▶ ▶

DAVID MANGURIAN — BID

Place à l'eau propre

Des travailleurs à Cuenca (Equateur) ravitaillent un bulldozer servant à construire la station d'épuration Tixan. Grâce à un prêt de 50 millions de dollars de la BID, la Société municipale de téléphone, d'eau et d'assainissement de Cuenca finance les travaux, qui devraient s'achever cette année. Les crédits serviront aussi à agrandir les réseaux de distribution d'eau et d'assainissement de Cuenca.

WILLIE HEINZ — BID

Des tricoteuses à l'honneur

Les membres de Manos de Valdivia se réunissent au siège de leur coopérative de tricot sans but lucratif dans une ville du sud chilien. La coopérative, qui enseigne aux femmes à revenus modestes à tricoter des pulls et d'autres vêtements, s'est servi d'un prêt de 148 000 dollars de la BID pour s'équiper et retenir des services de marketing.

▶▶ production. Le programme aidera les entreprises à réduire les frais administratifs qui freinent la productivité et limitent les perspectives d'emploi.

A terme, les prêts contribueront à créer un cadre stratégique intégré qui aidera le secteur à élaborer, à analyser et à mettre en œuvre des politiques concernant l'organisation du travail. Il s'agit d'un premier financement de la Banque en faveur d'un vaste projet visant le marché du travail en Amérique latine.

Pérou... 60 millions de dollars pour le projet Aguaytía, qui intègre gaz naturel et électricité.

Ce projet prévoit la construction de la première centrale électrique au gaz naturel au Pérou, la première entreprise autonome qui y alimentera le réseau national.

Les ressources serviront au forage de cinq nouveaux puits et à l'aménagement de quelque 400 km de lignes à 220 kV, de 204 km de gazoducs, de 105 km de canalisations pour le gaz naturel liquéfié, d'installations de transformation du gaz et d'une usine de distillation fractionnée de gaz naturel liquéfié. Voir le reportage page 9.

Pérou... 150 millions de dollars en faveur de la réforme du secteur des investissements.

Les ressources soutiendront un programme destiné à moderniser le cadre réglementaire des investissements privés dans le domaine des équipements et de la finance. Des organismes de contrôle autonomes seront créés pour faciliter la privatisation de la gestion des équipements. Ils crédibiliseront les investissements auprès des concessionnaires, des consommateurs et du grand public.

Le ministère de l'Economie et des Finances réalisera le programme, qui cherchera aussi à donner plus de rigueur aux marchés financiers et favorisera la généralisation des services financiers aux petites entreprises et aux artisans.

FONDS MULTILATERAL D'INVESTISSEMENT

Argentine... 3 millions de dollars pour la Federación Agraria Argentina pour aider à améliorer l'administration d'entreprise et la compétitivité chez 10 000 petits producteurs ruraux.

Le programme cherchera à orienter les services non financiers vers les petits producteurs dans les régions de Córdoba, Cuyo et Pampas. Ces services concernent la gestion, la planification et le marketing ainsi que l'adaptation aux évolutions de la situation économique en Argentine.

Bélize... 1 147 000 dollars pour aider les petits paysans et pêcheurs.

Il est prévu un concours technique pour les petits producteurs qui désirent élargir leurs horizons de vente et améliorer leur productivité, la qualité de leurs produits et leur planification. La Chambre de commerce du Bélize mettra en place un système d'information d'intérêt national et international pour mieux faire connaître les prix, les conditions d'importation, les clientèles et les investisseurs, entre autres.

L'Institut de gestion du Bélize, qui met en œuvre le programme, dispensera des formations en planification commerciale et en conception de dispositifs de contrôle de la qualité. C'est le premier projet que le MIF finance dans ce pays.

Chili... 6 millions de dollars pour des transferts de technologie aux petites entreprises.

Le programme sera mis en œuvre avec la Fundación Chile, institution privée vouée aux transferts de technologie. La fondation apportera son concours financier avec un don de 3,3 millions de dollars et une prise de participation de 3 millions. De même, le MIF fera un don de 3 millions de dollars et prendra une participation de 3 millions de dollars.

Il s'agit d'un projet pilote visant à favoriser les transferts de technologie aux in-

dustries et les créations de petites entreprises de pointe et à diffuser des expériences hors frontières.

Un fonds sera créé, à l'aide des dons du MIF et de la Fundación Chile, qui financera des transferts de technologie en aquaculture, dans la filière bois et dans l'agro-alimentaire.

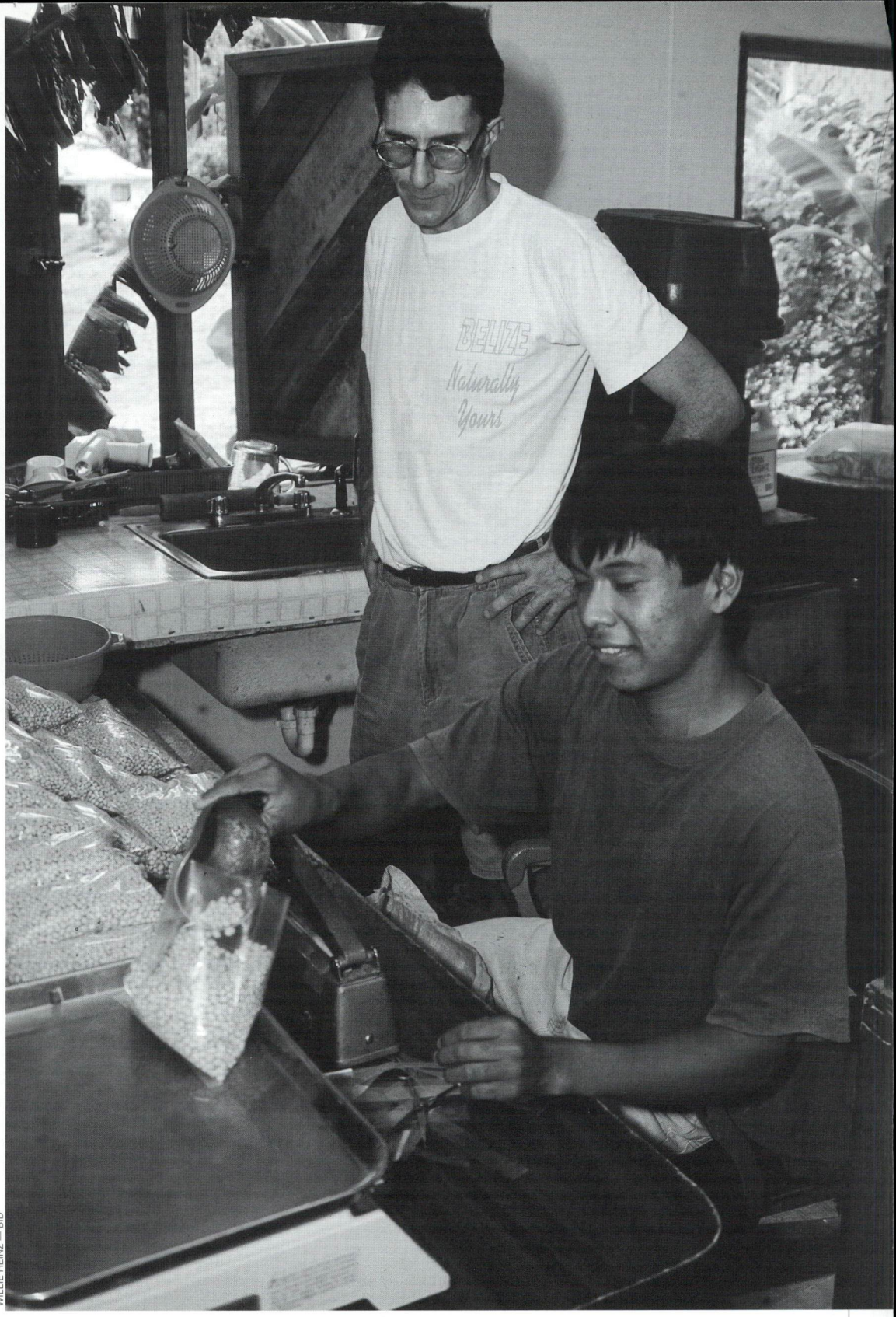
Dans le cadre du deuxième volet du programme, les prises de participation du MIF et de la Fundación Chile ainsi que d'autres investisseurs serviront à créer un fonds de capital-risque pour la commercialisation des nouvelles technologies et la création d'entreprises de pointe.

Ce fonds bénéficie aussi d'engagements de 15 millions de dollars de la Ventana, un fonds de capital-risque qui a son siège aux USA, de 8 millions de dollars de Corfo, la société de développement de l'Etat chilien, et de 2 millions de dollars d'Euro-Chili, une institution de développement financée par l'Union européenne.

Equateur... 720 000 dollars pour le règlement des différends.

Les ressources serviront à aménager un nouveau mécanisme de règlement des différends commerciaux hors du dispositif judiciaire traditionnel, qui est lent et coûteux.

Le programme financera aussi des centres de formation pour les nouveaux mécanismes et diffusera des informations sur les techniques qui y ont trait.



WILLIE HEINZ — BID

Au naturel sous les tropiques

Christopher Lowe, propriétaire-fondateur du magasin d'aliments naturels Fruit A Plenty à San Ignacio (Bélize), surveille l'emballage de graines de soja. Il vend de tout : gelées d'algues, mueslis maison, tisanes, noix de coco. Grâce à un prêt de 5 000 dollars de la BID administré par la Fondation nationale de développement, il a fait l'acquisition de matières premières et a intensifié son effort de marketing.

DAVID MANGURIAN — BID

Des fonctionnaires à Santo Domingo de los Colorados (Equateur) examinent l'un des 35 000 arbres plantés grâce à la BID.

ENVIRONNEMENT

Le verdissement des villes

Objectif : neuf mètres carrés par habitant

Tandis que l'emploi, l'enseignement et les soins de santé s'améliorent pour des millions de Latino-Américains, laissant présager un avenir meilleur pour leurs enfants, le cadre de vie, lui, reste médiocre.

La région, qui compte environ 3,5 mètres carrés d'espaces verts pour chaque citadin, est loin d'atteindre la norme internationale, qui s'élève à 9 mètres carrés, selon l'Organisation mondiale de la santé. Le développement sauvage des villes aggrave le problème.

Réunion d'experts. Les mairies prennent certes conscience du besoin d'espaces verts, mais il n'existe pratiquement pas d'informations ni de travaux publiés sur cette question. Pour y remédier quelque peu, la BID a parrainé à Mexico en décembre dernier un colloque intitulé « Le verdissement du cadre de vie urbain en Amérique latine et dans les Caraïbes ».

Pendant la réunion qui a duré trois jours, quelque 280 maires, environnementalistes et gestionnaires d'espaces verts, représentants d'ONG et experts-conseils de 26 pays ont mis en commun leurs expériences et formulé leurs recommandations. C'est l'Université autonome mexicaine de Chapingo qui les a accueillis.

A la fin du colloque, les participants ont conseillé à la BID de prévoir un volet consacré à la gestion des espaces verts dans tous ses projets d'aménagement urbain, afin d'aider les pays membres emprunteurs à atteindre la norme internationale de neuf mètres carrés par habitant. Ils ont également convenu de mettre en place un réseau régional sur la gestion des espaces verts dans la région.

Après le colloque, plus de 80 personnes ont suivi un cours sur la gestion et la culture des arbres en milieu urbain, organisé avec l'aide de l'université et des sociétés nationales d'arboriculteurs du Mexique et du Brésil.

Les participants ont également visité les sites urbains de reboisement à Mexico financés par la BID.

Une première

A leur arrivée au colloque de Mexico sur le verdissement des villes, les participants ont reçu avec plaisir le premier manuel sur les espaces verts urbains à l'usage de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Selon l'ouvrage intitulé *Introduction to Urban Greening*, rédigé par Mark Sorensen de l'université de Brownsville au Texas avec le concours de la BID, les urbanistes font face à une difficulté importante, à savoir conférer une valeur aux espaces verts aux fins de financement.

En plus de permettre des jardins potagers, les espaces verts ont une fonction d'agrément car ils réduisent les nuisances et contribuent à la propreté de l'air et de l'eau. L'ouvrage examine ces avantages et les méthodes permettant de leur attribuer une valeur économique. Il décrit aussi les grands volets d'un programme en faveur des espaces verts et les étapes de sa mise en route.

Pour obtenir un exemplaire du manuel et des actes, composer le (202) 623-3543, s'adresser à marian-@iadb.org, ou consulter http://www.-laneta.apc.org/sruach/seminar.